



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} JUL 2022
pris à l'encontre de la société GALVACIER SAS
pour son établissement situé ZI des Terres Noires
sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement , et notamment les articles suivants qui stipulent :

- article 3-II – Dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC)
« Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès » ;

- article 9 - bassin de confinement
*« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.
Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers.
Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances » ;*

- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 modifié autorisant la poursuite du fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface par la société GALVACIER SAS située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 mars 2017 actualisant le tableau de classement des activités exercées et les prescriptions techniques régissant le fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface par la société GALVACIER SAS située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 2 juin 2022 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 13 mai 2022, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 2 juin 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 14 juin 2022 ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, il n'a pas été possible de procéder à l'ouverture des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) installés en toiture du bâtiment abritant la zone dite des "bains de centrifugation" ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la société BEFPI daté du 20 octobre 2021 faisait mention du non-fonctionnement des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) installés en toiture du bâtiment abritant la zone dite des "bains de centrifugation" ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence d'un bassin de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction ;
- Considérant** que l'étude de dangers de la société GALVACIER SAS datant de 1992 ne fait pas état de l'estimation des besoins en eaux d'extinction incendie, ni des moyens nécessaires pour lutter contre un éventuel incendie ;
- Considérant** qu'en l'état actuel, la société GALVACIER SAS n'est pas en mesure de justifier le dimensionnement du bassin de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GALVACIER SAS de respecter les dispositions des articles 3-II et 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture

Arrête

Article 1^{er} - La société GALVACIER SAS, située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 9 (dimensionnement du bassin de confinement ou tout autre dispositif) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 2 – La société GALVACIER SAS, située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, **sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 - La société GALVACIER SAS, située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, **avant le 31 août 2023** les dispositions de l'article 9 (mise en place d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 – Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Sulpice-la-Pointe pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GALVACIER SAS.

Fait à Castres le 11 JUL 2022

Pour le préfet, par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY